



Des Néo-Conservateurs et des entreprises fascistes pour la Démocratie à Hong-Kong ?

Par [Tony Cartalucci](#)

Mondialisation.ca, 11 novembre 2014

Région : [Asie](#)

Thème: [Services de renseignements,](#)
[Transnationales](#)

Beaucoup de partisans d' « Occupy Central » reconnaissent aujourd'hui que la Fondation Nationale pour la Démocratie est responsable du chaos actuel à Hong-Kong, et disent simplement « et alors ? »...

4 novembre 2014 (Tony Cartalucci - LD) – James T. Griffiths du « South China Morning Post » préparait un joli coup en exposant aux analystes le rôle des États-Unis dans les manifestations de rue de Hong-Kong organisées par « Occupy Central ». Au travers de différentes erreurs logiques, Griffiths a tenté de saper et de discréditer ces sources d'informations alternatives, qui ont rempli les cases manquantes, sources intentionnellement mises de côté d'une part par les médias, détenant le monopole et affichant de manière très subjective leur sympathie pro-occidentale, et par les journalistes comme Griffiths lui-même, d'autre part.

Au cours d'un entretien avec ce dernier, et après avoir discuté de la nature peu scrupuleuse de ses stratégies, il a finalement admis qu'en effet, la Fondation Nationale pour la Démocratie (National Endowment for Democracy - [NED](#)) procurait des fonds à certains groupes politiques pour qu'ils puissent mener à bien leurs activités à Hong-Kong. À l'idée que « Occupy Central » qui accepterait des fonds des États-Unis serait synonyme de rébellion, Griffiths affirmerait en réponse :

Si vous trouvez suspect qu'une ONG prodémocrate procure des fonds à une organisation prodémocrate, alors, oui, vous avez raison !

Seulement voilà, la fondation nationale pour la démocratie n'est pas une ONG « prodémocrate ». Elle est un organe du gouvernement des États-Unis, et plus encore, elle est l'organe du département d'État des États-Unis, dont l'existence même est de servir les intérêts américains, et non ceux des nombreux pays et de leurs diverses sources de financement, y compris l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID) et la Fondation Nationale pour la Démocratie.

Les Néo-Conservateurs et des corporations fascistes pour la Démocratie ?

Le rétropédalage de Griffiths est typique. D'abord dans le déni qu' « Occupy Central » a été financé par les États-Unis, puis contraint de l'admettre, il affirme aujourd'hui qu'un tel financement ne constitue pas de conflit d'intérêts, mais fait simplement la promotion de la « Démocratie ». Il apparaît toutefois que Griffiths se montre ici malhonnête, ou alors mal informé sur la nature réelle de la Fondation Nationale pour la Démocratie. Il se refuse à tout

commentaire lorsqu'on lui présente la liste complète de tous les membres du Conseil d'Administration de la fondation.

La fondation et ses filiales, [Freedom House](#), l'Institut Républicain International (IRI), l'Institut National Démocratique (NDI), en dépit de son ambitieuse mission énoncée sur son site web, sont un peu plus qu'une couverture pour l'application de la politique américaine étrangère. Tout comme l'armée américaine est utilisée sous couvert de mensonges concernant les armes de destruction massive et le « terrorisme », la fondation est quant à elle utilisée sous prétexte d'apporter de la « démocratie » aux peuples « opprimés ». Toutefois, en regardant de plus près les membres du Conseil d'Administration de la fondation, et à ceux de ses filiales, on ne peut plus douter de la vraie nature de ces organisations et des causes qu'ils soutiennent.

Plus important encore, pour les bien pensants de gauche qui seraient tentés de soutenir « Occupy Central », les révélations récentes qu'il s'agit en fait d'une corporation néoconservatrice, ancrée très à droite, ayant le projet de se confronter à la [Chine](#) et d'extorquer à Pékin des concessions économiques et géopolitiques, devraient à tout le moins donner à réfléchir.

Les Néo-Conservateurs

On retrouve, chez les membres du Conseil d'Administration de la Fondation, des néoconservateurs tels que [Elliot Abrams](#), [Francis Fukuyama](#), [Zalmay Khalilzad](#), [Will Marshall](#), et [Vin Weber](#), tous en faveur de la guerre, porteurs du très néoconservateur Projet pour un nouveau siècle américain (PNAC). Dans ce document produit par ce « think tank », on retrouve un plaidoyer à l'égard de différents présidents américains pour poursuivre la guerre contre des nations souveraines, d'augmenter les troupes dans les pays déjà occupés par les forces armées, ce qui revient à revendiquer la domination totale de l'[Amérique](#), au travers d'un document très hitlérien de 90 pages, et titré « Reconstruire les défenses américaines ».

La « [Déclaration](#) de principes, » signée par les présidents de la Fondation, Elliot Abrams, Francis Fukuyama, Zalmay Khalilzad, et Vin Weber, stipule, « nous devons accepter la responsabilité de l'Amérique, ayant comme rôle principal de préserver et d'étendre à l'international, un ordre favorable à notre sécurité, notre prospérité et nos principes. » Bien sûr, cet « ordre favorable étendu à l'international » est juste un euphémisme qui dissimule en réalité un néo-impérialisme total. D'autres néoconservateurs, ont apposé leur signature à cette déclaration, et notamment des membres de Freedom House, [Paula Dobriansky](#), [Dan Quayle](#) (ancien) et [Donald Rumsfeld](#) (ancien), Paul Wolfowitz, Dick Cheney, et Eliot Cohen ont également signé ce document.

Une « [Déclaration](#) sur l'après-guerre en Irak » du PNAC, concernant une approbation sans réserve sur la consolidation de la nation et la poursuite de l'occupation du pays est signée par le président de la Fondation, Will Marshall, [Frank Carlucci](#) de Freedom House (2002), et [James Woolsey](#) (ancien), et avec Martin Indyk (membre du conseil d'administration de l'institut Lowy) et co-auteur de la conspiration « [Which Path to Persia?](#) » (Quel chemin pour le [Moyen-Orient](#) ?), William Kristol et Robert Kagan, tous deux belligérants de l'initiative de la politique étrangère ([Foreign Policy Initiative](#)). Il convient de rappeler, à toutes fins utiles, que l'initiative de la politique étrangère est le dernier successeur du PNAC, et qu'en 2011, ses membres écrivaient une lettre ouverte à tous les républicains de la Chambre les appelant à ne pas respecter la volonté du peuple américain de cesser la guerre en Lybie.



Le Sénateur John McCain, Président de la filiale de la Fondation, l'Institut Républicain, dans les rues de la capitale Benghazi, au côté de l'ambassadeur Christopher Stevens, qui sera tué par les terroristes que lui-même et McCain ont armé.

Cette lettre suggérait même qu'après avoir autorisé la guerre, l'[ONU](#) tenait aujourd'hui l'Amérique en « otage », et que celle-ci devrait se libérer en vue de faire davantage pour « soutenir l'opposition lybienne ». Cette opposition était soutenue oralement par John McCain, président de la filiale de la Fondation, l'Institut Républicain International, et sénateur. Ce même John Mc Cain se tenait dans la capitale [terroriste](#) de la Lybie, Benghazi, promettant armes et argent, le tout devant le palais de justice qui allait servir plus tard de lieu de rassemblement aux terroristes d'Al Qaïda.

Une lettre non titrée du PNAC, adressée au Président américain George Bush, concernant un appel général à la belligérance, a reçu le sceau de l'approbation de Ellen Bork (2007) de la Freedom House, de [Ken Adelman](#) (également [ancien lobbyist pour le thaïlandais Thaksin Shinawatra](#) via [Edelman](#)), et James Woolsey (ancien), avec les célèbres néoconservateurs Richard Perle, William Kristol, Robert Kagan, et Daniel Pipes.

Des sociétés fascistes

Sur la liste du conseil d'administration de la Fondation, on trouve d'abord John Bohn, dans le commerce de la pétrochimie, banquier international durant 13 ans pour Wells Fargo, occupant actuellement le poste principal de conseiller et consultant pour l'entreprise [GlobalNet Partners](#), qui aide les entreprises étrangères en leur rendant « plus facile l'accès au [marché](#) chinois ». Il est certain que la capacité de Bohn à manipuler le paysage politique chinois, à travers les différentes activités de la Fondation, tant à l'intérieur

de la Chine que sur ses périphéries, constitue un conflit d'intérêts très inquiétant.



Une représentation visuelle de la Fondation pour la Démocratie et des entreprises qui figurent à son conseil d'administration. Loin des « défenseurs des Droits de l'Homme », ils sont plutôt là pour tirer profit de ces questions qui leur permettent de dissimuler en réalité l'extension du pouvoir de leur entreprise.

L'actuel conseil d'administration de la Fondation compte les représentants suivants, tous issus des grandes entreprises de Wall Street :

[William Galston](#): Insitution Brookings Institution ([corporate sponsors here](#)).

[Moises Naim](#): Fondation Carnegie pour la Paix Internationale ([financement](#) des entreprises).

[Robert Miller](#): (anciennement) juriste d'entreprise.

[Larry Liebenow](#): (anciennement) Chambre du Commerce américain (avocat en chef de SOPA, Stop Online Piracy Act), Centre International pour l'Entreprise Privée.

[Anne-Marie Slaughter](#): (anciennement) Département d'État des États-Unis, Conseil en Relations Étrangères (Council on Foreign Relations - [les](#) membres), directrice de Citigroup, McDonald's, et du groupe de conseil pour les stratégies politiques (Political Strategies Advisory Group)

[Richard Gephardt](#): (anciennement) Représentant des États-Unis, lobbyist pour [Boeing](#), [Goldman Sachs](#), [Visa](#), [Ameren Corp](#), et [Waste Management Inc lobbyist](#), [consultant](#) pour entreprise, [consultant](#) & [aujourd'hui directeur de Ford Motor Company](#), défenseur de l'invasion [militaire](#) et de l'occupation en Irak en 2003.

[Marilyn Carlson Nelson](#): Directeur Général de Carlson, directeur de Exxon Mobil.

[Stephen Sestanovich](#): Département d'État des États-Unis, Fondation Carnegie pour la Paix Internationale, Council on Foreign Relations.

[Judy Shelton](#): (anciennement) directrice des Hôtels Hilton, et de la compagnie d'aviation Atlantic Coast.

[Andrew J. Nathan](#): Consultant en affaire et au gouvernement concernant la Chine.

[Margaret Spellings](#): Présidente du centre présidentiel du président George Bush, ancienne conseillère du président George Bush, Directrice générale de sa propre entreprise de consultants

[Melanne Vermeer](#): Council on Foreign Relations, membre de la banque mondiale.

[Robert Zoellick](#): Membre senior de [big-oil's Belfer Center](#), vice-président du groupe international Goldman Sachs, président du groupe de la banque mondiale de 2007 à 2012, représentant spécial américain pour le commerce au cabinet du président George Bush, et secrétaire d'État adjoint de 2005 à 2006.

La filiale de la Fondation, l'Institut National Démocratique, est également présidée par un certain nombre d'entreprises et d'intérêts [financiers](#). L'Institut National Démocratique a pris une place centrale autour de la protestation actuelle d' »Occupy Central », en finançant directement différents programmes et organisations gérés par « Occupy Central ».



Ici, les organisateurs d' »Occupy Central », Martin Lee et Anson Chan qui assistent à une conférence de la Fondation en 2014, tenue à Washington D.C. dans le but de mobiliser le soutien des troubles prévus et qui allait devenir le « umbrella movement ».

[Quelques](#) membres choisis de l'Institut National Démocratique :

[Robin Carnahan](#): À la banque import-export des États-Unis, elle a « exploré » des pistes nouvelles pour aider les compagnies américaines à augmenter leurs ventes de biens et services à l'étranger. L'ingérence de l'Institut National Démocratique dans les pays étrangers, concernant notamment les élections des candidats pro-occidentaux et favorables au libre-échange, ainsi que les liens antérieurs de Carnahan avec une banque qui souhaitait

élargir ses intérêts outre-Atlantique, constitue, de fait, un conflit d'intérêts majeur.

[Richard Blum](#): Un banquier investisseur avec Blum Capital, CB Richard Ellis. Il était engagé dans la guerre aux côtés des néoconservateurs du groupe Carlyle, quand tous [deux ont racheté les actions d'EG&G](#) qui ont ensuite valu un [contrat](#) militaire de [600 millions de dollars lors des phases d'ouverture de l'invasion en Irak](#).

[Bernard W. Aronson](#): Fondateur d'ACON Investissements. Avant cela, Il était conseiller pour Goldman Sachs, et siège aux conseils d'administration des compagnies suivantes : Fifth & Pacific Companies, Royal Caribbean International, Hyatt Hotels Corporation, et Chroma Oil & Gas, Northern Tier Energy. Aronson est également membre du Conseil en relations étrangères (Council on Foreign Relations - CFR) qui représente à son tour les intérêts collectifs de quelques-unes des compagnies les plus [importantes](#) sur la planète.

[Sam Gejdenson](#): L'institut National Démocratique déclare que Gejdenson est « chargé » de Sam Gejdenson International, qui revendique, sur son site, un « Commerce sans frontière, » ou en d'autres termes, le monopole des grandes entreprises via le libre échange. Sur son profil autobiographique, il affirme avoir soutenu les exportations américaines en tant que démocrate au Comité des relations internationales de la Chambre. Encore un cas de conflit d'intérêts entre l'ingérence de l'Institut Démocratique International dans les politiques étrangères et les membres précédemment impliqués dans la « promotion des exportations américaines ».

[Nancy H. Rubin](#): Membre du Conseil en relations étrangères

[Vali Nasr](#): Membre du Conseil en relations étrangères et membre senior de super major du pétrole ou « [big-oil](#) », « [grand banquier](#) » ([big banker](#)) et [Belfer Center](#) à Harvard.

[Rich Verma](#): Partenaire du bureau de Washington de [Steptoe & Johnson LLP](#) - cabinet d'avocats d'entreprises internationales et gouvernementales représentant pour Verma plusieurs conflits d'intérêts et des irrégularités probables. Steptoe & Johnson sont actifs dans la plupart des endroits où l'Institut intervient, tenant la porte ouverte pour que la manipulation s'opère et serve des deux côtés.

[Lynda Thomas](#): Investisseur privé, officiellement gestionnaire - expert comptable de Deloitte Haskins & Sells à New York, et Coopers & Lybrand Deloitte à Londres. Parmi ses clients, les banques internationales.

[Maurice Tempelsman](#): Président du conseil d'administration de Lazare Kaplan International Inc, le plus grand coupeur et polisseur de diamant à la « coupe parfaite » des États-Unis. Également partenaire senior de Leon Tempelsman & Son, impliqué dans l'exploitation minière, les investissements et le développement des entreprises et du commerce des minéraux en Europe, Russie, [Afrique](#), Amérique latine, Canada et en Asie. Là encore, un conflit d'intérêts majeur, quand Tempelsman gagne directement, tant financièrement que politiquement, à manipuler des gouvernements étrangers via l'Institut.

[Elaine K. Shocas](#): Présidente du cabinet d'investissement privé de Madelein Albright, Inc. Elle était chef du cabinet au département d'État des États-Unis, et de la mission américaine à l'ONU durant le mandat de Madelein Albright en tant que secrétaire d'État et ambassadrice pour l'ONU, illustrant par là un tourniquet vertigineux entre un grand gouvernement et les grandes entreprises.

[Madeleine K. Albright](#): Présidente du groupe Albright Stonebridge et présidente de Albright Capital Management LLC, un cabinet de conseil en investissement, directement affilié à sa consœur, membre de l'Institut, Elaine Shocas, traduisant ainsi une relation pour le moins incestueuse entre business et gouvernement, aux conflits d'intérêts manifestes. Albright

avait notoirement déclaré que les sanctions infligées à l'Irak, et qui ont mené à la famine et à la mort d'un demi-million d'enfants, étaient justifiées.



Le président de l'Institut Républicain et sénateur John McCain qui apparaît à nouveau, outre-Atlantique, cette fois aux côtés des néo nazis après leur violent renversement du gouvernement élu en Ukraine.

L'institut républicain se compose également de dirigeants pour le moins troublant, si l'on compte le sénateur américain John McCain qui se tenait récemment sur la scène à Kiev, aux côtés de néonazis, en support de leur renversement extrêmement violent du gouvernement élu en Ukraine. Sans parler de ce général à la retraite, Brent Scowcroft, devenu lobbyist, qui détient des actions dans les compagnies comme Général Electric, Général Motors, ITT et Lockheed Martin, tout en agissant en qualité de conseiller pour la Sécurité Nationale du président américain George Bush.

Freedom House comprend également une longue liste de néoconservateurs d'extrême droite, de lobbyists, et de directeurs de compagnies comprenant le néoconservateur et lobbyist [Kenneth Adelman](#), le néoconservateur et membre de supermajor « big oil » Belfer Center [Paula Dobriansky](#), le vice-président des affaires gouvernementales internationales de la compagnie Ford [Stephen E. Biegun](#), [Ellen Blackler](#) qui représente la plaque tournante entre le gouvernement et les plus gros médias, ayant occupé des postes à responsabilité à la fois au sein du gouvernement, mais aussi pour AT&T et Disney, et [Kathryn Dickey Karol](#) représentant des sociétés allant de Caterpillar aux géants pharmaceutiques comme Eli Lilly & Company et Amgen.

Pro-Démocratie ? Vraiment ?

Il est à peu près certain que ni la Fondation, ni Freedom House, ni aucune de leurs filiales (Institut national démocratique et l'Institut républicain international), ne comptent dans leurs rangs les personnes qui épousent leur cause présumée de « soutenir la liberté dans le

monde ». Tout comme il est à peu près sûr également que les principes de « démocratie », de « liberté », et des « droits de l'homme » qu'ils sont censés prôner ne sont en fait que les accessoires qu'ils utilisent pour mieux servir leurs intérêts. Les géants pharmaceutiques, des télécommunications, de la défense et du pétrole, tout comme les individus qui franchissent sans aucun état d'âme les portes du pouvoir, du monde des affaires et de la politique, n'ont que faire de la « démocratie » à Hong-Kong. Sous des airs de bienveillance, ils ne se soucient uniquement que de ce qu'ils peuvent accomplir.



James T. Griffiths du South China Morning Post et supporter de l' »Occupy Central « a su concilier la nature insidieuse de la Fondation, de ses filiales et les dirigeants d'Occupy Central ont librement accepté le soutien qui leur a été proposé. Tous ceux qui procurent une aide à « Occupy Central » et des fonds qui lui servent à financer ses activités politiques ont tout intérêt à manipuler le paysage économique et sociopolitique de Hong-Kong et de la Chine. Et c'est exactement ce qui se passe : ce n'est pas la démocratie ou le bien-être de la population de Hong-Kong et de la Chine continentale qui est visé, mais bien les intérêts de Wall Street et de tous ceux qui la servent.

La Fondation représente la corruption, les conflits d'intérêts, et abuse à tel point du pouvoir que certains membres de l' »Occupy Central « affirment s'y opposer. Toutefois, les membres à l'origine de cette tromperie ont habilement et progressivement maquillé leurs abus, ce qui explique pourquoi les politiques de gauche soutiennent parfois avec zèle les différentes manœuvres utilisées par les néoconservateurs, les corporations fascistes et les faux libéraux.

Et tout comme les autres interventions de la Fondation lors du « printemps arabe », ou de la célèbre « euromaïdan » en Ukraine ont laissé le chaos, et des effusions de sang, il en sera de même à Hong-Kong si elle n'est ni démasquée ni démantelée. Partout où elle passe, la fondation laisse derrière elle les traces de la destruction, de la guerre, de subversion, de division et de chaos. Elle est aujourd'hui aux portes de la Chine.

Tony Cartalucci

[Land Destroyer Report](#)

Article original :



[Hong Kong “Occupy Central” Funded by Washington: The Neocons and the National Endowment for Democracy \(NED\)](#), publié le 4 novembre 2014

Traduit par Patricia Lachelier pour [Réseau International](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Tony Cartalucci](#), Mondialisation.ca, 2014

Articles Par : [Tony Cartalucci](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca